

Chers camarades,

Au risque de nous répéter, je voudrais tout d'abord vous remercier d'être venus ici si nombreux ; c'est avec beaucoup de plaisir que nous vous accueillons dans cette salle des fêtes de Montigny-en-Gohelle pour la traditionnelle assemblée des vœux de la section.

Bien entendu, je me joins aux remerciements d'Edmond et je tiens à remercier la municipalité de Montigny-en-Gohelle de nous accueillir ici, je voudrais remercier Dominique Watrin et Véronique Buard, nos candidats aux législatives, d'avoir répondu présent et je voudrais aussi remercier Edmond Bruneel et tous les camarades de la section de Montigny-en-Gohelle qui ont préparé cette assemblée commune à nos deux sections.

Comme il se doit, je vous présente à tous et à toutes mes meilleurs vœux de bonheur et de santé et de réussite pour 2007.

Le mois de janvier s'achève déjà et janvier est traditionnellement le mois des bilans et des bonnes résolutions...

Après le référendum du 29 mai et la victoire du non remportée en grande partie par la gauche antilibérale, 2006 aura été une année de doutes qui s'est achevée dans l'amertume et la confusion politique. Des camarades ont voulu transformer notre alliance du 29 mai en une nouvelle force politique aux contours flous et nous ont ordonné de nous y fondre. Dans la presse et sur les blogs, des mots d'une grande violence ont été échangés et c'est dommage. Vous avez tous suivi le feuilleton de l'aventure des collectifs et il n'est pas encore fini, malheureusement... Mais laissons-là José Bové et ses partisans qui ne voient pas qu'ils ne font que jouer contre notre camp, le camp anticapitaliste. Finalement, cet épisode restera une aventure électorale sans lendemain.

Ce qui aura surtout marqué 2006, ce sont les luttes sociales, car 2006 a été une année de luttes sociales sans précédent. On a parfois dit que la conscience de classe avait disparu, que la jeunesse était devenue individualiste. Au printemps dernier, le magnifique mouvement des lycéens et des étudiants contre le CPE a prouvé le contraire. On a assisté à une véritable convergence des luttes et des centaines de milliers de salariés, du public comme du privé ont rejoint la jeunesse dans les rues. Nous pouvons être fiers de cette victoire.

A l'heure où Sarkozy nous prépare un contrat de travail unique – son conseiller politique François Fillon l'a encore répété jeudi dernier sur France 2 – , c'est-à-dire la fin du CDI et la généralisation du CPE/CNE

pour tous les salariés, la victoire dans la lutte contre le CPE est un événement essentiel. Les salariés, les jeunes, ne veulent pas de la précarité que la droite et le patronat veulent leur imposer.

Mais 2006 a aussi été une année de drames économiques et sociaux qui ont frappé notre région : Suppressions de postes dans l'Education Nationale (et il y en aura encore plus de 700 en 2007), suppressions d'emplois dans l'industrie de l'équipement automobile, avec 232 emplois supprimés à Faurecia Hénin-Beaumont, liquidation de Sublistatic, victime des LBO, avec 223 salariés jetés sur le carreau, menaces sur Samsonite, rachetée par Energy Plast. Les salariés étaient au tribunal de Paris cette semaine pour exiger l'annulation de la cession de leur entreprise. Là aussi, ce sont plus de 200 emplois qui sont supprimés. Ces centaines de suppressions d'emplois industriels ne sont évidemment pas compensées par les quelques créations d'emplois dans le domaine des services.

On quittera donc 2006 sans regret et avec des espoirs ; c'est que 2007 sera une année chargée sur le plan militant : la campagne des élections présidentielles a déjà commencé, et non, nous n'en sommes pas encore au deuxième tour malgré le matraquage télévisuel en faveur des deux favoris. Marie-George Buffet doit obtenir le score le plus élevé possible et il faut y croire. Nous ne sommes plus en 2002 où les électeurs ont sanctionné les communistes pour leur participation au gouvernement Jospin. 2007 doit être l'occasion de laver l'affront des 3,34 % de Robert Hue. En 2004, les électeurs nous ont montré lors des élections régionales où nous avons dépassé les 10 % dans le Nord-Pas-de-Calais et en Picardie qu'ils attendaient de nous un discours vraiment offensif.

Après les présidentielles, les législatives arriveront vite... Dès aujourd'hui, nous devons être présents sur le terrain et mener parallèlement la campagne présidentielle et législative, pour Dominique Watrin.

Les communistes rassemblés seront présents sur le terrain en 2007 comme ils l'ont été en 2006 et cette présence sur le terrain porte ses fruits. Elle se traduit par des rencontres, des adhésions, elle nous remotive en même temps qu'elle donne aux citoyens que nous rencontrons des espoirs, des perspectives.

Les citoyens attendent de nous que nous soyons une force de proposition et que nous les défendions.

Que nous les défendions contre les attaques de la droite et du patronat qui veulent détruire nos acquis sociaux :

- la retraite à 37 ans et demi pour tous doit être la règle.
- la Sécurité Sociale doit être défendue.

En 2005, le patronat a encore bénéficié de 65 milliards d'euros de d'aides diverses et de réductions de cotisations sociales, ce sont 65 milliards d'euros qui manquent dans les caisses de retraite et de sécurité sociale. Comment accepter cet état de fait ?

En 20 ans, la part de la valeur ajoutée qui est allée aux revenus du travail a baissé de 10 %. 10 % qui sont allés aux revenus du Capital, aux actionnaires. Comment accepter cet état de fait ? L'augmentation du SMIC à 1500 € dès 2007 est une nécessité, d'autant plus que nous voyons chaque jour que les prix des biens de consommation augmentent et que c'est notre pouvoir d'achat qui diminue.

Les services publics doivent être préservés et étendus à commencer par EDF-GDF qui doit être renationalisée, mais pensons aussi à l'eau, à La Poste, à la SNCF...

Autre impératif, celui du logement : on sait que dans de nombreuses communes de droite, la loi SRU qui leur impose 20 % de logement sociaux est bafouée. Cette loi doit être rendue contraignante et la construction de logement sociaux doit être une priorité, loin des effets d'annonce de Jean-Louis Borloo.

Le droit opposable au logement doit être garanti : le droit opposable, cela signifie une autorité de tutelle et la possibilité pour chaque citoyen de saisir la justice. Actuellement, les seuls droits opposables que nous avons sont le droit à l'éducation et le droit à la santé. Que se passeraient-ils s'ils n'étaient pas opposables ? Eh bien, des établissements scolaires pourraient refuser des élèves, des hôpitaux pourraient refuser des patients sans possibilité de recours. Le droit au logement doit devenir opposable, comme le droit au travail, inscrit dans la constitution de 1946 et resté lettre morte.

Créer des emplois, ce doit être la priorité du prochain gouvernement : créer des emplois dans les hôpitaux, dans les écoles. Créer des emplois en aidant les PME à embaucher. Comment ? Tout simplement en créant un grand pôle public bancaire qui prêterait de l'argent prioritairement aux entreprises qui créent des emplois et offrent une formation à leurs salariés. Aujourd'hui, les PME ont plus de mal à trouver de l'argent

qu'une multinationale qui a besoin de dizaines de milliards pour lancer une OPA !

Créer des emplois, mais aussi sauvegarder les emplois existants : il faut d'abord renforcer les pouvoirs des comités d'entreprise qui doivent pouvoir présenter des plans alternatifs en cas de licenciement. A l'heure actuelle, rien n'oblige les patrons à étudier les plans alternatifs. La loi doit être plus contraignante.

Il faut évidemment interdire les licenciements boursiers et mettre en place une véritable Sécurité Emploi Formation qui permettra à chaque salarié de se former durant son travail et de conserver son salaire même après un éventuel licenciement le temps qu'il retrouve un nouvel emploi.

J'écoutais récemment la rediffusion de l'interview de Maurice Kriegel-Valrimont, sur France Inter, dans *Là-bas si j'y suis*. Grand résistant, Maurice Kriegel-Valrimont est décédé l'été dernier.

Pendant la guerre, il a participé à l'élaboration du programme du CNR, le Conseil National de la Résistance. Au cœur de la guerre, alors que la France était sous la botte allemande, des résistants se sont réunis et ont rédigé un programme si progressiste qu'ils passeraient aujourd'hui pour des bolcheviks ! Ils ont inventé la sécurité sociale alors que tout le monde les traitait de fous et d'utopistes ! Aujourd'hui, c'est à nous d'être utopistes. La Sécurité d'Emploi et de Formation sera au XXI^e siècle ce qu'a été la Sécurité Sociale pour nos parents et nos grands-parents.

Je vais arrêter là, toutes ces mesures figurent dans le programme de notre Parti que nous devons défendre et populariser en 2007, dans les luttes et dans les urnes. Toutes ces mesures sont attendues avec impatience par nos concitoyens.

Je voudrais simplement une dernière fois vous remercier d'être là aujourd'hui. Grâce à vous, avec Marie-George Buffet et Dominique Watrin, nous avons un espoir, selon la belle formule du poète Rimbaud, de « *changer la vie* ». Alors, soyons fiers d'être communistes et mobilisons-nous pour changer la vie !